

BOUMERDÈS

L'ex-maire des Issers condamné à une année de prison ferme

*Chetta Omar, ancien maire des Issers (wilaya de Boumerdès), a été condamné, en première instance, par le tribunal correctionnel de Boumerdès à une année de prison ferme.*

Il est accusé de falsification d'une délibération et de passation illégale de marchés. Le procureur avait requis, rappelons-le, contre lui 2 ans de prison ferme. Pour rappel, le prévenu a été élu, en 2007, à la tête de la mairie des Issers sur la liste des indépendants. Il est réélu le 29 novembre 2012 sur la liste du parti UND. Le prévenu, contrairement à ses coaccusés, n'a pas dai-

gné répondre aux trois convocations du juge. Ses coaccusés dans ce dossier, notamment Slimane R., ancien premier vice-président de l'APC, Smail G. deuxième vice-président et Youcef K., tous colistiers de l'ex-P/APC et élus en 2007, ont été, quant à eux condamnés à 6 mois de prison avec sursis. Rabah B, Mohamed B, Arezki T, élus en 2007, respectivement sur les listes

du FNA, du FFS et du FLN, ont écopé de la même peine (6 mois de prison avec sursis). La même peine a été infligée à Kamel R., commerçant, frère du premier-vice président. Tous ces élus ont été suspendus quelques mois avant leur comparution devant le juge. Pour ce faire, Kamel Abbès, wali de Boumerdès avait puisé son argument juridique de l'article 43 du nouveau code communal qui stipule que «l'élu faisant l'objet de poursuites judiciaires pour crime ou délit en rapport avec les deniers publics... , est suspendu...» L'ex-maire des Issers et son coaccusé

Mohamed B., (ancien élu du FFS) se sont représentés aux dernières élections locales sous l'étiquette du nouveau parti politique l'UND. Une autre fois, le wali est intervenu, après le dépôt des dossiers des candidatures, pour les écarter du scrutin. Au motif qu'il n'y a pas eu de condamnation, la justice a refusé d'avaliser cette mise à l'écart. Les deux prévenus ont été appelés à la barre durant la campagne électorale. Préoccupé par sa campagne électorale, l'ex-premier magistrat des Issers ne s'est pas présenté devant la justice. Après les élections

du 29 novembre, la liste de l'UND s'est vu attribuer 4 sièges dont ceux de Chetta Omar et Mohamed B. Le wali revient à la charge et émet un arrêté de suspension. Une autre fois, la justice le remet en cause. Mais cette fois-ci la chambre administrative aurait outre-passé, ses prérogatives puisque l'article 43 du code communal fait état de poursuites judiciaires et non de condamnation. En effet, à bien lire le libellé de cet article, tout élu faisant l'objet de poursuite judiciaire, c'est-à-dire le fait d'une simple inculpation, voit son mandat suspendu.

Abachi L.

AÏN DEFLA

L'escroc des bénéficiaires de l'Ansej sous les verrous

*Il se faisait passer pour un important fournisseur de matériels et d'équipements pour les petites entreprises qui ont bénéficié du dispositif de l'Ansej.*

Selon des sources policières, l'homme, âgé de 42 ans, résidant à Aïn Defla, profitant de l'inexpérience des jeunes futurs entrepreneurs et de l'euphorie des centaines de millions qui leur ont été accordés sous forme de crédits, les contactait et leur proposait les équipements et matériels qu'ils désiraient acquérir et même sans exiger de commissions, ils devaient en contrepartie lui verser 30 % du montant global de la commande. Le «fournis-

seur» leur faisait miroiter que leurs commandes seraient honorées et les équipements livrés dans un délai ne dépassant pas trois mois.

Pressés de devenir opérationnels et productifs dans les meilleurs délais, et désireux éviter les tracasseries bureaucratiques, longues et fastidieuses, nombreux donc étaient ceux qui lui ont fait confiance.

Cependant, passé ce délai, nos futurs entrepreneurs ne voyaient pas toujours venir la livraison des équipements commandés et pour lesquels ils ont déjà versé les 30 % exigés. Ils ont donc fini par comprendre que l'homme les menait «en bateau».

Certains d'entre eux n'ont pas alors hésité à déposer plainte auprès des services de police de la Sûreté de wilaya.

Les responsables de la police judiciaire, flairant l'escroquerie, ont alors entamé une enquête. L'individu est alors interpellé et interrogé. Vérifications faites, il s'est avéré que le mis en cause n'a jamais été fournisseur de quoi que ce soit, sauf de mensonges pour escroquer des gens.

Confondu par des témoignages et des preuves, il a été arrêté. Mercredi dernier, il a été déferé au parquet de Aïn Defla où il a été ordonné sa mise sous mandat de dépôt.

Karim O.

Le chauffage central pour les 405 écoles primaires

*Dorénavant, les 405 écoles primaires que compte la wilaya d'Aïn Defla seront chauffées par un équipement de chauffage central, par une chaudière fonctionnant au gaz et alimentant en circuit fermé les radiateurs dans les classes, selon un programme mis en application depuis 2010.*

Selon la Direction de l'éducation, au jour d'aujourd'hui, dans 139 écoles, ce système mis en place est opérationnel. Dans 116 écoles, les travaux de mise en place du même système sont en cours. Une fois cette deuxième tranche réalisée, les 160 autres établissements seront aussi concernés — l'opération étant inscrite — qui pour l'heure continuent à être chauffés au

moyen de poêles à mazout. De ce fait, les communes verront leurs tâches allégées puisque ce sera fini du transport de gazoil et des approvisionnements parfois aléatoires pour moult raisons. Cependant, si le chauffage central est plus propre et plus pratique, leur entretien nécessitera le recrutement de chauffagistes confirmés, ce qui n'est pas prévu. Pour l'heure, ce genre de personnel ne figure pas dans les cartes scolaires, la tâche étant simplement confiée aux gardiens sans aucune qualification spécifique, des ANS (agents non spécialisés). Dépenser des milliards pour assurer le chauffage à nos enfants et les meilleures conditions

d'une bonne scolarité, c'est bien. Mais pour rentabiliser au maximum ces équipements et leur assurer une durée de vie maximale, on ne peut faire l'économie de ce personnel.

On notera, au passage, que sur le territoire de la wilaya d'Aïn-Defla on compte 78 écoles fermées dans les zones où les populations ont quitté leurs terres contraintes à l'exode durant les années 90 et où elles ne sont pas retournées. Sur ces 78 écoles, indique-t-on, 6 ont pu être rouvertes après l'amorce d'un retour de la population.

K. O.

M'SILA

Attribution de grades aux policiers

L'Ecole de police de M'sila a organisé jeudi dernier, une cérémonie où on a décerné 37 promotions de différents grades au personnel de la Sûreté de wilaya, en présence des autorités civiles et militaires.

Le premier grade a été attribué à un commissaire principal pour devenir divisionnaire. Un lieutenant a également été promu au grade de commissaire, un inspecteur passe au poste d'inspecteur principal, 5 brigadiers chefs sont devenus des inspecteurs de police, 3 brigadiers ont obtenu le grade de brigadier chef et 27 agents de police ont reçu le grade de brigadier.

A Laïdi

EN SIGNE DE DÉNONCIATION DE LA SITUATION SOCIOÉCONOMIQUE «ALARMANTE» À BÉJAIA

Des travailleurs ont marché à l'appel de l'UGTA

*L'Organisation syndicale de Sidi-SAID n'arrive visiblement plus à mobiliser dans la wilaya de Béjaïa comme l'atteste la faible adhésion des travailleurs autour du mot d'ordre d'une journée de protestation observée avant-hier jeudi à l'appel de l'Union de wilaya de l'UGTA .*

En effet, la consigne d'une journée de protestation appuyée d'une marche programmée pour jeudi au niveau du chef-lieu, lancée par l'Union locale de l'UGTA n'aura été que très faiblement suivie. Alors que tout les secteurs d'activités publics et privés ont continué à fonctionner normalement, la manifestation de rue n'a drainé que quelques dizaines de personnes au départ de la marche entamée de la rampe du port vers le siège de la wilaya, en signe de dénonciation de la situation socioéconomique «alarmante» qui prévaut dans la région. Dans la déclaration sanctionnant les travaux d'une réunion de l'Union de wilaya de l'UGTA, le 13 décembre dernier, ayant regroupé comme mentionné dans le document remis à la presse «163 cadres syndicaux de la wilaya», les syndicalistes s'insurgent contre la

situation de précarité dans laquelle se trouvent des milliers de travailleurs au niveau de la wilaya de Béjaïa tout en déplorant le silence des pouvoirs publics à leurs revendications.«La grève lancée par les travailleurs de l'ETR depuis 9 mois, suite à une mauvaise prise en charge de leurs problèmes socioprofessionnels, la volonté de la délocalisation de l'entreprise Sodismac d'EL Kseur vers une autre wilaya malgré ses performances (50 milles tonnes de ciment par an), l'approvisionnement des entreprises en matières premières au goutte à goutte et de manière irrégulière, le licenciement abusif des travailleurs et cadres syndicaux en particulier à l'exemple de ceux de l'Erenav sont une preuve d'un plan visant à maintenir la région dans le sous-développement» fait constater amèrement l'UGTA de Béjaïa dans sa déclaration. Entre autres mots d'ordre de la journée de protestation, l'UGTA exige la réhabilitation sans conditions des cadres syndicaux de l'Erenav «sanctionnés injustement au mépris des lois de la République», la prise en charge des problèmes posés par les travailleurs de l'ETR , la révision de l'article 87 bis de la loi 90/11 et l'intégration des corps communs dans les statuts particuliers de la fonction publique ainsi qu'un plan

spécial pour la wilaya de Béjaïa. Le représentant du syndicat des travailleurs de l'Erenav souligne que leur action de protestation contribue à injecter une nouvelle vie, dans la lutte pour les droits des travailleurs. «Une énergie à même de permettre de poursuivre le combat pour le recouvrement de tous les droits et la dignité des travailleurs» affirme le syndicaliste de l'Erenav tout en précisant que les employés grévistes de l'Erenav depuis une semaine réclament l'annulation immédiate des mesures prises contre les quatre syndicalistes, licenciés par la direction de l'entreprise au lendemain du débrayage du 2 avril 2012. La même détermination de ne pas baisser les bras pour faire aboutir leurs revendications est affichée par les travailleurs de l'ETR ayant pris part à la manifestation . Sans salaire depuis 9 mois , les grévistes de l'ETR ne mâchent pas les mots pour fustiger le directeur de leur entreprise. «Nous sommes en face d'un directeur qui a piétiné toutes les réglementations et n'a montré aucun respect aux travailleurs» fulmine un manifestant de l'ETR qui exige «une enquête du ministère de tutelle pour faire la lumière sur ce qui s'est passé dans notre unité».

A. Kersani

Djezzy

à l'Université de Boumerdès

L'opérateur de téléphonie mobile Djezzy a ouvert un kiosque de prestations de services gratuits, en direction des étudiants de l'Université M'Hamed-Bougara de Boumerdès (UMBB). Mercredi après-midi, le kiosque a été inauguré lors d'une cérémonie présidée par madame Ouiza Cherifi, rectrice de l'UMBB, en présence de Hamid Grine, directeur de communication de Djezzy. Tirages de photocopies, travaux de reliure, travaux de massicotage et recharge de portables sont les prestations qui seront offertes gracieusement par ce kiosque installé dans la cour de la bibliothèque centrale de l'université. Par ailleurs, les responsables de la société se sont engagés pour l'installation d'un autre kiosque, dans le même lieu, pour d'autres prestations comme la connexion à internet. A cette occasion, madame Cherifi rappellera aux invités, les actions de partenariat réalisées entre l'Université de Boumerdès et Djezzy. Les deux parties ont entériné une convention de partenariat. Il sera question du sponsoring des cérémonies de sorties de promotions, de l'intérêt professionnel accordé par Djezzy aux majors de promotion et d'organisation de conférences à caractère scientifique en direction des cadres de l'entreprise. «Nous avons confiance en notre jeunesse et nous misons sur elle pour le long terme», dira, de son côté, Hamid Grine.

Abachi L.

COMMUNIQUÉ DE MOBILIS

La première édition des rencontres entreprises de Mobilis clôturée à Alger

Après Tlemcen et Annaba, là où se sont tenues les rencontres entreprises 2012, de l'Ouest le 22 octobre et de l'Est le 22 novembre, ce premier cycle est clôturé en beauté à Alger.

En présence des clients du centre et du sud de l'Algérie, Mobilis termine l'année par le centre du pays, l'événement a été organisé le 20 décembre 2012 à l'hôtel Mercure, à Alger, proposant un programme très riche en activités et animation, ayant comme objectif de créer un espace de partage, d'échanges et de découverte mutuelle, renforçant par l'occasion le partenariat déjà tissé entre l'opérateur et ses clients entreprises du centre et du sud du pays.

Les rencontres entreprises sont également l'occasion pour témoigner la reconnaissance de Mobilis envers ses clients entreprises, en honorant quelques-unes des milliers de celles qui lui font confiance au quotidien.

A cet effet, trois trophées seront décernés entre autres, celui du doyen des clients et la plus grande flotte de la région.

Par le biais de cet événement, Mobilis renouvelle son engagement d'être un partenaire orienté service et centré sur le client, avec des offres et des solutions toujours innovantes, répondant aux attentes et aux besoins grandissants de ses clients entreprises.

Pour plus d'informations, rendez-vous sur le site de Mobilis au [www.mobilis.dz](http://www.mobilis.dz) ou la page Facebook.